

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 18 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCAPNOR**

ZAE - Chemin du Bac des Aubins

BP 10

95820 Bruyères-sur-Oise

Références : UD95 – 2023 – 604  
Code AIOT : 0006505558

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/08/2023 dans l'établissement SCAPNOR implanté ZAE - Chemin du Bac des Aubins BP 10 95820 Bruyères-sur-Oise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le SDIS 95 a signalé le vendredi 11 août 2023 un accident sur le site de Scapnor suite à une fuite d'ammoniac sur les groupes froids. L'inspection s'est donc rendue sur l'établissement suite à cet accident.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCAPNOR
- ZAE - Chemin du Bac des Aubins BP 10 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0006505558
- Régime : Autorisation

La société SCAPNOR est la centrale d'achat et d'approvisionnement des magasins E. Leclerc de la zone géographique Île-de-France/Nord. Elle exploite une plateforme logistique.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rapport d'accident
- Dispositions relatives aux groupes froids ammoniac
- Etat des stocks
- Liste des ESP et des groupes froids

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Déclaration accident	Code de l'environnement article R. 512-69	Lettre de suite préfectorale Demande complémentaire	21 jours
4	Détection cellule ammoniac	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.14.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Quantité d'ammoniac présente sur site	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 1.2.1	Sans objet
3	Ventilation du local ammoniac	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.14.2	Sans objet
5	Protection des tuyauteries	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.14.2	Sans objet
6	Surveillance des équipements d'ammoniac	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.14.2	Sans objet
7	Permis travaux	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.4	Sans objet
10	Liste des équipements utilisant des fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Déclaration accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2023, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le vendredi 11 août, l'inspection a été informée par le SDIS d'un accident sur le site de la SCAPNOR impliquant des blessés par brûlures chimiques suite à une fuite d'ammoniac sur des groupes froids. Une inspection a donc été réalisée le 16 août 2023 suite à cet accident.  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une fuite d'ammoniac intermittente a été constatée fin juillet sur un des groupes froids fonctionnant à l'ammoniac du site. En accord avec le mainteneur, la société CICR, le temps de commander la pièce, l'exploitant a décidé d'attendre septembre 2023 avant de mener les réparations.  Le vendredi 11 août, suite à un signalement d'odeur du personnel occupant les bureaux situés au-dessus du local du groupe froid, le responsable maintenance du site a constaté une aggravation de la fuite. La société de maintenance CICR a donc été prévenue et a constaté cette fuite. Après obtention d'une pièce de remplacement, l'opération de maintenance a été décidée dans la journée pour une réalisation en soirée. Le responsable maintenance a indiqué être parti et laissé son prestataire faire les travaux de maintenance en présence de personnel de la Scapnor. Le responsable maintenance a été appelé dans la soirée suite à l'arrivée des pompiers sur site pour prendre en charge deux des techniciens de CICR brûlés chimiquement par l'ammoniac refroidi. Le troisième technicien de CICR a réalisé l'opération de remplacement de la pièce défectueuse en présence des pompiers. L'exploitant a indiqué que les employés de CICR disposaient de masques, de gants et de chaussures de sécurité pour réaliser cette opération. Il a indiqué n'avoir pas connaissance précise de la raison de l'accident.  Par courriel du 17 août 2023, l'exploitant a indiqué qu'il transmettra un rapport d'accident complété au plus tard le 8 septembre 2023 (afin de récupérer les informations de CICR et en raison des congés).  <b>Demande de l'inspection n°1 : L'inspection des installations classées est en attente du rapport d'accident à transmettre au plus tard le 8 septembre 2023.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 21 jours

**N° 2 : Quantité d'ammoniac présente sur site**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantité d'ammoniac présente sur site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 2 cuves de 42 kg soit 84 kg pour l'alimentation des groupes froids ----- Rubrique 4735 – Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 t → DC
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé qu'il dispose bien de seulement 2 groupes froids à l'ammoniac vus en inspection. La quantité d'ammoniac est bien de 84 kg. Le site est sous le seuil de déclaration de la rubrique 4735. Ce point n'appelle pas de remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Ventilation du local ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.14.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ventilation du local ammoniac
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux dans lesquels est employé ou stocké l'ammoniac sont convenablement ventilés, en phase normale d'exploitation. La ventilation, naturelle et mécanique, dispose d'une commande située à l'extérieur à proximité de la porte d'accès. La ventilation est également commandable depuis le local de commandes.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'une ventilation mécanique dans le local des groupes froids. L'inspection a constaté également le bouton à l'entrée du local (côté extérieur) permettant de mettre cette ventilation soit en automatique, soit en forcée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Détection cellule ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.14.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection cellule ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b> Des détecteurs sont implantés et entretenus dans les zones à risque susceptibles d'être génératrices de gaz toxique, notamment les salles des machines, ainsi que les locaux et galeries techniques. Dans ces zones, l'exploitant définit des consignes d'exploitation spécifiques et prévoit les équipements de protection individuelle nécessaires pour intervenir en sécurité.  La détection d'ammoniac déclenche une alarme sonore ou lumineuse permettant d'avertir le personnel d'exploitation et de mettre en sécurité automatique de l'installation. L'alarme est reportée au poste de commandes.

Sans préjudice des dispositions prises en application du Code du Travail, l'exploitant fixe au minimum deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil de 500 ppm entraînant le déclenchement d'une alarme sonore et lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur, ainsi que la mise en rétention du local par fermeture de tampons résistants à l'ammoniac ;
- le franchissement du deuxième seuil de 1 000 ppm entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.

Un arrêt d'urgence général est installé à l'extérieur du local à proximité de la porte d'accès. Il est également commandable depuis le local de commandes.

**Constats :** L'inspection a constaté en inspection la présence de trois détecteurs dans le local des groupes froids (un à l'entrée d'air, un autre au-dessus des machines et un vers l'entrée). En inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si cette détection fait l'objet d'une maintenance. Selon lui, la détection était suivie par son mainteneur CICR.

Par courriel du 18 août 2023, l'exploitant a présenté un rapport de CICR indiquant la réalisation d'un contrôle du détecteur de fuite d'ammoniac et indiquant que "tout est ok". En revanche, ce rapport n'indique pas le niveau de contrôle des détecteurs (est-ce que l'étalonnage a été vérifié ? est-ce que le contrôle consiste à voir si les détecteur fonctionnent ou uniquement la baie ?).

Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la détection a apparemment fonctionné mais n'étant reliée à aucun dispositif d'alerte, il n'y a pas eu de signal particulier.

Par conséquent, l'asservissement de la détection conforme à l'article 7.5.14.2 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017 n'est pas réalisé (déclenchement d'alarme sonore, lumineuse, signal au poste de commande).

**Non-conformité n°1 :** Contrairement à l'article 7.5.14.2 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017, l'exploitant n'a pas mis en place l'asservissement requis en cas de détection d'ammoniac dans le local des groupes froids de la cellule 2. L'exploitant devra s'assurer de la réalisation d'une maintenance des détecteurs en cohérence avec les seuils d'alerte mis en place (réalisation d'étalonnage, test de l'ensemble de la chaîne de détection (détecteur, centrale et avertisseur)).

Enfin, lors de l'inspection, l'exploitant n'était pas au courant de la présence d'une ventilation dans le local ammoniac. Cette ventilation a été constatée en inspection. Toutefois, l'inspection n'a pas identifié si la ventilation est renforcée lors de détection d'ammoniac.

**Observation n°1 :** L'exploitant devra mettre en place une ventilation suffisante dans son local groupe froid fonctionnant à l'ammoniac. Il devra justifier le débit mis en place et mettre en place une surveillance de la performance de cette ventilation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 5 : Protection des tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.14.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des tuyauteries
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tuyauteries de transport des fluides frigorigènes sont implantées suivant les règles de l'art, afin notamment de les protéger de chocs éventuels lors des opérations de manutention des produits stockés.  La mise à l'atmosphère volontaire d'ammoniac est interdite. Les sorties de vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (bouchons de fin de ligne, etc.).
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il a été constaté que les tuyauteries étaient protégées et calorifugées. La fuite sur l'installation était liée à une vanne de régulation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Surveillance des équipements d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.14.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des équipements d'ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un programme de contrôle pour le suivi en service de l'ensemble de l'installation dont la fréquence est inférieure à six mois. Le programme et les résultats de ce contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son plan de surveillance des équipements avec la société de maintenance CICR. L'exploitant a présenté le contrat avec la société de maintenance CICR qui passe 4 fois par an pour des contrôles étanchéité et 2 fois par an pour une visite technique complète des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Permis travaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention " et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.  Le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.  Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard du stockage, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son plan de prévention annuel avec CICR pour autoriser les différentes interventions au cours de l'année de maintenance sur les groupes froids. Ce plan de prévention est daté du 4 novembre 2022 et valable jusqu'en octobre 2023.  En revanche, les services de secours ont indiqué à l'inspection que l'appel aux secours était lacunaire. Sans la connaissance du site par le chef de groupement au 18, le SDIS n'aurait envoyé à la base qu'une ambulance du SAMU, retardant l'arrivée de moyens plus adaptés au risque chimique présent.  <b>Observation :</b> Il est donc nécessaire que l'exploitant revoit ses procédures d'alerte des secours et que celles-ci soient communiquées aux prestataires pour que les modalités d'alerte des secours soient plus détaillées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.



Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

-----  
Non-conformité de l'inspection du 28/09/2022

Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks permettant de répondre aux deux objectifs détaillés dans la prescription (état des stocks visant à informer les secours et état des stocks visant à informer le public). L'exploitant doit améliorer son outil pour disposer rapidement des informations demandées dans la prescription, notamment en ce qui concerne la quantité de produits dangereux.

**Constats :** Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que suite à la dernière inspection de mai 2023, il a décidé d'arrêter à terme de stocker des produits inflammables et des aérosols. Il mettra en place ce stockage dans un autre entrepôt loué et autorisé pour cela.

Pour l'état des stocks, l'exploitant a indiqué voir avec le service logistique l'avancement de la réalisation d'un état des stocks parlant pour les services de secours. L'exploitant n'a pas transmis d'informations complémentaires.

L'inspection propose par conséquent de conserver la non-conformité et propose de mettre en demeure l'exploitant de se remettre en conformité. L'inspection propose de laisser un délai de 21 jours de contradictoire (retour au plus tard le 8 septembre) pour indiquer s'il a réalisé un état des stocks conforme aux dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :

**Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté du 11 avril 2017,**

<b>l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks permettant de répondre aux deux objectifs détaillés dans la prescription (état des stocks visant à informer les secours et état des stocks visant à informer le public). L'exploitant doit améliorer son outil pour disposer rapidement des informations demandées dans la prescription.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Liste des ESP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des ESP
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas de la liste des équipements sous pression.</p> <p>Par courriel du 18 août 2023, l'exploitant a transmis sa liste d'équipements sous pression comprenant 4 compresseurs et 2 chaudières. L'inspection constate que les groupes froids ne sont pas cités alors que ce sont des équipements sous pression. Cette liste ne précise pas les informations visées à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 (le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique).</p>
<b>Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, l'exploitant ne dispose pas d'une liste d'équipements sous pression comprenant l'ensemble des informations requises. L'exploitant devra réaliser cette liste.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Liste des équipements utilisant des fluides frigorigènes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Liste des équipements utilisant des fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas de cette liste. Toutefois, il sera en mesure de la réaliser rapidement. Par courriel du 18 août 2023, l'exploitant a transmis la liste des groupes froid indiquant le fluide frigorigène utilisé et la quantité de fluide utilisée. 5 groupes froids sont indiqués utilisant du R449A, du RS90 et de l'ammoniac.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet